



RECONSTRUCTION « POST-CONFLIT » VIOLENCE ET POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

Richard Banégas*

Marquée par plus de 10 années de crise politico-militaire, la Côte d'Ivoire semble aujourd'hui renaître de ses cendres. Un an après la chute de Laurent Gbagbo, une incontestable dynamique de reconstruction est engagée : l'activité économique reprend, soutenue par une aide internationale massive et des remises de dettes importantes¹ ; le redéploiement de l'administration dans les régions du nord jusqu'alors sous contrôle des insurgés va bon train ; une nouvelle assemblée a été élue, portant à sa tête l'ancien chef de la rébellion, Guillaume Soro ; les récentes Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), issues de cette même rébellion victorieuse, sont en pleine réorganisation ; et la vie sociale a repris son cours après les violences extrêmes de la crise post-électorale de 2011.

UNE NORMALISATION EN TROMPE-L'ŒIL

Cette normalisation apparente masque toutefois des fragilités importantes qui soulèvent des inquiétudes sur l'issue du processus de sortie de crise. La multiplication des attaques d'éléments armés aux frontières et dans les faubourgs d'Abidjan - notamment l'opération

¹ En juin 2012, le FMI et la Banque mondiale ont admis que la Côte d'Ivoire avait atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés), ouvrant la voie à une implication accrue des institutions financières internationales, tandis que la France s'engageait, dès 2011, sur un programme de coopération-désendettement-développement d'un montant exceptionnel de plus de 6 milliards d'euros.

menée contre le camp d'Akouedo au mois d'août dernier - donne une indication des tensions qui persistent. La nouvelle armée nationale, bien qu'ayant fusionné avec les forces de sécurité du régime précédent, demeure encore fortement marquée par son origine insurrectionnelle : elle reste une armée de « Com-zones² », ceux-ci par-delà leurs fonctions officielles, exercent une influence considérable. Les relations hiérarchiques obéissent encore très largement aux réseaux de patronages de ces anciens chefs de guerre. Malgré la constitution d'une Commission ad hoc et de nombreuses initiatives médiatiques, le processus dit de « réconciliation » reste bloqué : la « vérité » sur les crimes commis, notamment à l'Ouest, est mise sous le tapis ; le déferrement de Laurent Gbagbo devant la Cour pénale internationale (CPI), loin de faciliter ce processus, pose la question du traitement des responsables de l'autre camp, dont Guillaume Soro ; et la justice nationale, quand elle s'exerce, s'apparente *de facto* à une justice des vainqueurs. Le sort réservé aux dirigeants du Front populaire ivoirien (FPI), l'ancien parti au pouvoir, en exil, en prison ou en résidence surveillée, indique que l'heure n'est pas encore aux retrouvailles nationales. Ayant boycotté les élections législatives de décembre 2011 et promis de « rendre le pays ingouvernable », le FPI a laissé le champ libre au camp victorieux du Rassemblement des houpouëtistes pour la paix (RHDP)³ et en particulier au Rassemblement des républicains (RDR) d'Alassane Ouattara qui monopolise désormais tous les leviers de la vie politique et administrative. Cette hégémonie tend également à profiter sur le plan ethno-régional aux Nordistes, longtemps discriminés par l'idéologie « ivoiritaire » et qui se retrouvent aujourd'hui nombreux dans des positions de pouvoir. Cette inclination suscite, chez les Sudistes, la crainte de voir naître un « Etat dioula ».

Dans toute société sortant d'un conflit, la tentation est grande de mesurer les « progrès » de la pacification, de pointer les avancées et les blocages de la « normalisation ». On sait pourtant la vacuité d'une telle entreprise : normative et téléologique, point de vue autant que

² Les « commandants de zone » de l'ancienne rébellion qui, entre 2002 et 2011, ont régné en maîtres sur les régions qu'ils contrôlaient dans le Nord. Ils se sont aujourd'hui partagés les communes d'Abidjan.

³ La coalition ayant porté Alassane Ouattara au pouvoir.

vue d'un point, elle néglige trop souvent l'historicité des conjonctures de « crise » et la complexité des situations de violence qui produisent tout autant qu'elles détruisent de la relation sociale et du politique. En Côte d'Ivoire, ces longues années de rébellion et de « résistance patriotique » ont provoqué un bouleversement majeur des modes de faire de la politique, que l'on peut résumer par un double processus : d'une part, de militarisation des luttes politiques autour des enjeux de la citoyenneté⁴ qui consacre le rôle des hommes en armes comme « faiseurs de rois » ; d'autre part, de milicianisation de l'État et de la société qui fait du contrôle de la rue la principale variable de l'accès au pouvoir. Désormais, pour peser en politique il faut prouver que l'on est capable de tenir le pavé, fut-ce par la violence armée. À l'instar des loubards et "vieux pères" du ghetto, chacun doit constituer son « *gbonhi* » (sa bande, son groupe ou sa famille en "nouchi, l'argot des faubourgs d'Abidjan) pour faire entendre sa voix ou se voir reconnaître dans la société. Pour échapper à l'exercice du « bilan » critiqué ci-dessus, nous voudrions plutôt nous interroger sur le devenir de cette configuration forgée dans et par la violence. Un peu plus d'un an après la fin officielle de la guerre, qu'en est-il de cette « politique du *gbonhi* » mise en évidence sous le régime Gbagbo⁵ ?

QUE SONT LES JEUNES PATRIOTES DEVENUS ?

Le premier constat qui s'impose est que les acteurs centraux de cette configuration, à savoir les militants et miliciens de l'ex-« galaxie patriotique », ont disparu du paysage. Défaits, ces Jeunes patriotes qui avaient pris le contrôle de la rue pour défendre la « République assiégée » et soutenir Laurent Gbagbo sont aujourd'hui en exil (notamment au Ghana voisin) ou en clandestinité. Ceux qui continuent d'exercer leurs talents oratoires le font désormais à huis-clos, notamment dans certaines églises de réveil où se développe un nouveau discours de la « délivrance » : l'espérance du retour du « Christ de Mama »

⁴ Voir R. Marshall, « The War of "Who is Who": Autochthony, Nationalism, and Citizenship in the Ivoirian Crisis », *African Studies Review*, 49(2), 2006, pp. 9-43.

⁵ Voir Richard Banégas, « La politique du "gbonhi". Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte d'Ivoire », *Genèses*, n° 81, décembre 2010, pp. 25-44. Sur la culture violente des ghettos, voir Eliane de Latour,

(surnom de Laurent Gbagbo) en terre promise y tient lieu de viatique⁶. Les ex-miliciens, quant à eux, ne sont plus très menaçants pour le pouvoir, mais ils pourraient le redevenir. Certains d'entre eux se sont ralliés assez tôt au nouveau régime et sont désormais encasernés (essentiellement à Yopougon) et incorporés, pour l'essentiel, au sein des FRCI. Ces éléments qui étaient au cœur de l'appareil de terreur gbagbiste, restent dans une relation tendue avec leurs nouvelles autorités et ne se mélangent guère avec les soldats de l'autre bord. On note toutefois des alliances de circonstances entre FRCI et ex-miliciens pro-Gbagbo mais elles relèvent souvent de la criminalité ordinaire.

La question se pose en revanche de savoir si les membres des anciens groupes paramilitaires qui se sont débandés à la fin du conflit sont susceptibles de reconstituer, à plus ou moins brève échéance, une menace pour la stabilité du pays. Si certains ont fui à l'étranger, la plupart de ces miliciens sont encore dans le pays y compris à Abidjan où ils vivent en semi-clandestinité. Il ressort de nos enquêtes que ces jeunes campent toujours sur une ligne politique radicale de rejet du régime d'Alassane Ouattara et de soutien indéfectible à Laurent Gbagbo. Ils restent aussi en étroite relation entre eux et avec leurs chefs exilés au Ghana et au Liberia. Dans un extrême dénuement, ils luttent pour leur survie quotidienne et n'ont guère les moyens de se lancer dans une insurrection. Leur situation précaire laisse toutefois la porte ouverte à toute forme d'instrumentalisation. En fait, le péril milicien est surtout manifeste dans l'Ouest où les tensions restent vives. Les violentes attaques régulièrement perpétrées à la frontière libérienne indiquent que les éléments des anciens groupes d'auto-défense de la « galaxie patriotique » n'ont pas baissé la garde. Les conflits locaux qui continuent autour des enjeux fonciers – et se renforcent même avec le retour des populations « allogènes » sur des terres dont elles avaient été chassées par les « autochtones » et qu'elles reconquièrent avec l'appui d'autres groupes armés, dont les *dozos* - laissent penser que la milicianisation de l'Ouest ivoirien va se poursuivre dans les années à venir.

⁶ Voir A. Cutolo, R. Banégas, « Gouverner par la parole. Parlements de la rue, pratiques oratoires et subjectivation politique en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 127, octobre 2012 (à paraître)

LES DOZOS, POLICE OU MILICE DU REGIME ?

La place prise par la confrérie des *dozos* dans le nouveau contexte « post-conflit » traduit bien la poursuite de ce processus de milicianisation de la société ivoirienne. Ces groupes de « chasseurs néo-traditionnels », issus du monde mandingue, ont été mobilisés dès les années 1990 pour suppléer les forces de l'ordre défaillantes, devenant des auxiliaires de sécurité d'un Etat qui a commencé à les reconnaître tout en s'en méfiant. En 2002, nombre d'entre eux se sont engagés aux côtés de la rébellion, la confrérie se militarisant fortement au contact des Forces nouvelles (FN) et inversement, les FN se sont « dozoïsées ». En 2011, les *dozos* ont à nouveau joué un rôle clé dans ce qui fut, des deux côtés, une « guerre hyper mystique » selon l'expression d'un de mes informateurs. Ils ont acquis alors une visibilité nouvelle dans l'espace public, avec à leur tête le charismatique commandant Zacharia Koné, « Com zone » de Séguéla, devenu patron de la nouvelle police militaire des FRCI. Certains *dozos* venus du Nord sont ensuite rentrés chez eux pour sécuriser les axes stratégiques des régions rurales et ceux restés à Abidjan ou dans les autres agglomérations du Sud ont été sommés de se faire plus discrets. Leur influence demeure néanmoins importante et tend à « s'institutionnaliser ». Dans les « brousses » et les villages de l'Ouest, en particulier, ils ont acquis un pouvoir exorbitant. Ce sont eux (et non la police ou la gendarmerie) qui assurent la « sécurité » des champs et des campements agricoles réinvestis par les « allogènes ». Recrutant des éléments tous azimuts (sans plus guère de référence au rituel traditionnel), ils sont devenus une véritable milice au service des nouveaux maîtres des lieux, en relation étroite avec les FRCI. On ne compte plus les exactions dont ils se rendent coupables.

Mais les dérives des *dozos* ne se limitent pas à l'Ouest : il ne se passe pas une semaine sans que des violations de droits soient constatées dans telle ou telle agglomération. A Abidjan, leur action est moins visible (car ils portent les uniformes des FRCI), mais elle est néanmoins cruciale. Dans les quartiers populaires, autour des marchés, ce sont eux qui

patrouillent nuitamment pour traquer les voleurs. Et gare à celui qui se fait prendre ! Organisés en compagnies qui quadrillent la ville, ils jouent clairement un rôle supplétif de la police : tenant des « registres de main courante » où sont notifiés petits larcins et autres incivilités urbaines, ils sont constamment sollicités par les habitants pour régler un litige ou poursuivre un malfaiteur. Se prévalant de cette « fonction sociale », les *dozos* cherchent aujourd'hui à se faire reconnaître officiellement par l'Etat. Zacharia Koné joue un rôle central dans ce processus de mobilisation. De nouvelles associations se créent, à l'instigation de tel chef *dozo* ou de tel « intellectuel » initié qui tentent, chacune, de se poser en interlocutrice légitime du gouvernement. Fait notable : ces nouvelles structures, qui délivrent des cartes de membres pour comptabiliser et « discipliner » leurs adeptes, s'organisent sous le haut parrainage d'Hamed Bakayoko, le ministre de l'Intérieur lui-même. Ce processus peut certes être vu comme un effort de réglementation et de contrôle de ces forces supplétives. Mais, à la différence des années 1990 où le ministre de l'Intérieur de l'époque, Emile Bombet, s'était engagé dans un processus similaire, les *dozos* d'aujourd'hui sont devenus une véritable armée parallèle dont le pouvoir de nuisance est infiniment supérieur. Peut-être qu'Alassane Ouattara en ménageant ces confréries par l'entremise de son fidèle chef *dozo* Zacharia Koné entend se garder une « armée de réserve » en cas de difficultés - notamment dans la perspective d'un affrontement avec Guillaume Soro qui, malgré son changement de statut, garde une influence considérable sur l'armée. Mais ce faisant, le pouvoir prend le risque de reconstruire, sur les brisées du régime gbagbiste, un nouvel « Etat milicien ».

GERER L'IMPATIENCE DES « JEUNES ASSOCIES »

A brève échéance, le gouvernement d'Alassane Ouattara doit aussi gérer l'impatience d'une autre partie de ses troupes, recrutées « sur le tas » lors des offensives de 2011 et surnommées les « *to monnan*⁷ ». Durant cette dernière phase de la guerre, en effet, de

⁷ « Ce qui est déjà cuit » en malinké, autrement dit ceux qui arrivent quand le repas est servi.

nombreuses forces supplétives ont été recrutées⁸. Arrivés à Abidjan comme des libérateurs en avril, nombre de ces combattants, souvent issus de villages reculés du nord, ont très vite goûté aux douceurs de la capitale économique. Le consumérisme à tout crin a eu raison de la discipline militaire. Certains d'entre eux se sont alors livrés à des pillages et un racket qui prenaient la forme d'une revanche sociale⁹ – y compris contre des notables de leur propre camp, le RHDP ! Auréolés de leur victoire, les petits « paysans-soldats » ont ainsi fait payer à la bourgeoisie urbaine, choyée par tous les régimes depuis l'indépendance, une vieille relation de subordination. Depuis lors, ces comportements ostentatoires ont été modérés et réprimés. Mais la dimension structurelle de cette « revanche de classe », qu'exprime la nouvelle génération de combattants issus du Nord, ne doit pas être sous-estimée. Elle demeurera dans les mois et les années à venir une variable importante de l'évolution de leur rapport au pouvoir politique et à la hiérarchie militaire.

Il en est de même des nouvelles recrues urbaines. La mobilisation armée des jeunes et leur intégration dans les rangs des FRCI se sont effectuées selon des modalités diverses et très contingentes. Les jeunes des quartiers populaires plutôt favorables à Alassane Ouattara (Adjamé, Treichville, Koumassi, Abobo) se sont souvent auto-organisés pour faire face aux menaces et aux attaques des miliciens du régime Gbagbo. La résistance s'est ainsi construite en peau de léopard, à partir de petits territoires arrachés aux mains des nervis du pouvoir. La prise d'un commissariat d'Attécoubé, par exemple, a permis aux jeunes de récupérer des armes et des uniformes dépareillés, de sécuriser leur quartier puis de prolonger leur offensive vers un camp militaire plus important encadrés par des éléments FRCI. Leur auto-défense s'est aussi bâtie sur des réseaux de sociabilité locale : associations

⁸ Pour plus de détails, voir M. Fofana, « Des Forces nouvelles aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire. Comment une rébellion devient républicaine », *Politique africaine*, n° 122, juin 2011, pp. 161-178 (<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/122161.pdf>)

⁹ Voir G. Koné, « Logiques sociales et politiques des pillages et barrages dans la crise post-électorale en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 122, juin 2011, pp. 145-160 (<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/122145.pdf>)

de jeunes, comités de « maracana » (football de rue), clubs de karaté, grins de thé¹⁰, organisations professionnelles, notamment de chauffeurs, « syndicats » de « woro woro » (taxi) dans les gares routières, « Universités du temps libre¹¹ », structures militantes de la Fesci¹², et bien sûr cellules locales des partis d'opposition, dont le RDR qui a fourni le gros des troupes de combattants – y compris du fameux « Commando invisible » d'Abobo. Nos enquêtes montrent que l'engagement dans la violence a certes été motivé par des considérations politiques (« défendre sa vie et son vote »), mais il a aussi obéi à des considérations et des structures sociales micro-locales. Ce n'est souvent que dans un second temps que ces jeunes des quartiers ont été incorporés formellement dans la hiérarchie des FRCI. Idem pour les « gros bras », « cœurmen » et autres « zigueï » (gangsters et chefs de bandes) qui s'étaient taillés une réputation au « ghetto »¹³ et qui, à l'instar de leurs collègues ayant rejoint les milices de Laurent Gbagbo, ont converti leurs « sciences de la rue » au service de la cause ouattariste. Armée de « Com zones », les FRCI sont donc aussi une armée de « gbonhi » : une agrégation plus ou moins lâche de petits groupes de jeunes combattants qui, durant la bataille d'Abidjan, se sont mobilisés sous la houlette d'un « vieux père », d'un petit leader de quartier, et qui obéissent souvent plus à ce dernier qu'à la hiérarchie formelle de l'armée, fut-elle en train de se réformer.

Ces jeunes FRCI « civils » se considèrent comme les « libérateurs du pays » – et sont souvent reconnus comme tels au quartier où ils se pavanent dans leurs nouveaux uniformes, conquête féminine au bras. Ils sont devenus de nouvelles figures de la réussite sociale par les armes. Ces « Jeunes associés » (selon la terminologie officielle du nouveau programme

¹⁰ Voir S. Vincourt, S. Kouyaté, « Ce que parler au grin veut dire. Sociabilité urbaine et politique de la rue en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 127, octobre 2012 (à paraître)

¹¹ Les « UTL » ont été créées par des militants proches du RHDP comme le pendant des « parlements » et « agoras » des Jeunes patriotes dans les quartiers populaires.

¹² Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire qui a constitué l'ossature des mouvements de jeunesse en Côte d'Ivoire et a fini par devenir la principale milice du régime Gbagbo. Voir Human Rights Watch, « *La meilleure école* ». *La violence estudiantine, l'impunité et la crise en Côte d'Ivoire*, New York, HRW, 2008.

¹³ Voir E. de Latour, 1999. « Les ghettomen. Les gangs de rue à Abidjan et San Pedro », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 129, n° 1, 1999, pp. 68-83.

de démobilisation) sont nombreux : 38 834 ont été recensés par le gouvernement de mai à décembre 2011. Ils sont en attente de réinsertion. Or, nos enquêtes sur le terrain indiquent que cette « réinsertion » va être très compliquée car la plupart de ces jeunes supplétifs, incorporés dans les FRCI, se vivent désormais comme militaires et n'envisagent pas leur avenir autrement que dans les « corps habillés ». Les projets alternatifs, imaginés par le pouvoir et les bailleurs sous la forme du Service civique ou du Corps des Volontaires pour le Développement, ne les intéressent pas. A l'instar des milices de « Jeunes patriotes » du temps de Gbagbo, tous ces jeunes qui ont pris les armes pour défendre la victoire de Ouattara estiment que leur engagement mérite aujourd'hui une récompense. Certains groupes ont déjà manifesté assez violemment leur grogne vis-à-vis du pouvoir. Le parallèle est frappant avec la fin du régime Gbagbo qui s'était heurté à ses propres forces supplétives. Tous ces « Jeunes associés » aux FRCI patientent aujourd'hui dans les casernes sans être payés, vivant de petits métiers parallèles ou de services de « protection/extorsion ». Le gouvernement reste dans l'ambivalence à leur égard en leur tenant, d'un côté, un discours de vérité (« on ne pourra pas tous vous intégrer dans les corps habillés ») et, de l'autre, en les maintenant pour des raisons politiques évidentes dans l'horizon d'attente d'une rétribution différée de leur engagement. Gageons que ces jeunes-là ne resteront pas indéfiniment dans cette situation et poseront, demain ou après-demain, des problèmes de stabilité, comme le firent avant eux diverses promotions de recrues négligées (zinzins, bahéfoué, GPP, etc.).

En Côte d'Ivoire comme ailleurs, un des grands enjeux de la sortie de crise est de répondre à un immense défi générationnel : comme nous l'avons montré ailleurs¹⁴, la guerre a fait émerger sur le devant de la scène de nouvelles générations politiques, issues pour partie d'une même matrice militante (celle de la Fesci), qui n'hésitent plus à contester le pouvoir

¹⁴ R. Banégas, « Côte d'Ivoire : les jeunes "se lèvent en hommes" ». Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan », *Les Etudes du CERI*, n° 137, juillet 2007, 52 pages.

des anciens. Maniant le verbe ou les armes, ces jeunes combattants des Forces nouvelles et militants de la galaxie patriotique ont acquis une influence proportionnelle à leur capacité à prendre la rue grâce à leurs « gbonhi ». A l'instar du premier d'entre eux, Guillaume Soro, ancien « général » de la Fesci devenu chef rebelle, Premier ministre et président de l'Assemblée nationale, la « génération guerriers¹⁵ » attend son heure. Vaincus par les armes, les Jeunes patriotes se cachent aujourd'hui tandis que leurs frères ennemis savourent leur victoire. Mais si aucune réponse politique n'est apportée à cette question générationnelle, on peut gager que, sous une forme (civile) ou une autre (militarisée), leur « guerre des *gbonhi* » reprendra.

Richard Banégas est professeur de sciences politiques à Sciences-Po et chercheur au CERI. Il vient de publier "Parlements de la rue : espaces publics de la parole et citoyenneté en Afrique", dossier spécial de *Politique africaine* d'octobre 2012.

¹⁵ Voir Richard Banégas, « Génération guerriers. Violence et subjectivation des jeunes miliciens en Côte d'Ivoire », in N. Duclos, ed., *L'Adieu aux armes ? Trajectoires d'anciens combattants*, Paris, Karthala, 2010, pp. 359-398.